



## Un nouveau plan climat, fruit d'une vaste consultation



Entre 2004 et 2014, l'empreinte carbone du territoire a baissé de près de 10% (- 2,6 MtCO<sub>2</sub>eq) et la consommation d'énergie de 7%. A l'issue d'une vaste concertation réunissant plus de 700 propositions, le **Plan Climat Air Énergie territoriale (PCAET)** a été adopté en mars 2018 à l'unanimité par le Conseil de Paris, venant remplacer un premier plan conçu dès 2007. Pour réduire de moitié la consommation énergétique d'ici 2050, la Ville de Paris priorise la rénovation des logements et la réduction des transports les plus carbonés, deux actions fondamentales pour permettre le recours progressif aux énergies renouvelables et de récupération (25% en 2020, 100% en 2050). En 2014, Paris consommait 17% d'énergies renouvelables dont 5% produites localement.



### • LES IMMEUBLES, PREMIERS CONSOMMATEURS ÉNERGÉTIQUES

Paris a consommé en 2014 plus de 36 TWh d'énergie dont 85% par les 110 000 immeubles tertiaires et résidentiels. D'ici 2050, plus d'un million de logements devront avoir bénéficié d'une rénovation thermique. Depuis 2008, les bailleurs sociaux visent une réduction de 30% de la consommation énergétique de 55 000 logements d'ici 2020. À ce jour, 36 200 logements sociaux ont été rénovés ou sont en cours de rénovation, et ont permis une économie moyenne de 360€/an par ménage et plus de 7 500 emplois créés. Par ailleurs, « [Eco-rénovons Paris](#) » (2016-2020) vise l'accompagnement de 1 000 immeubles dans leurs projets de rénovation, et a déjà bénéficié à 328 copropriétés (19 225 logements) en décembre 2017.

### • POLITIQUE DE MOBILITÉ DURABLE ET RECONQUÊTE DE L'ESPACE PUBLIC

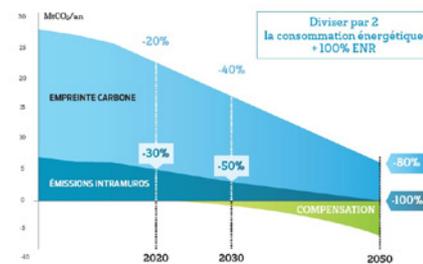
Cette politique passe par l'accélération du changement des comportements (véhicules mieux partagés, déplacements actifs), le développement des transports en commun et la fin des moteurs diesel et essence. Depuis 2001, elle a permis de réduire les émissions de GES de 39%, et plus de 50% de la majorité des polluants atmosphériques via plus de +700 km de pistes cyclables, 23 600 vélos en libre accès « Vélib' », l'extension de lignes de métro autour de Paris, et la création de 24 km de tramway. Dès l'été 2017, cinq nouveaux quartiers ont bénéficié du dispositif [Paris Breathe](#) qui offre des espaces de promenade dans des voies fermées aux voitures, les dimanches et jours fériés. De plus, les Champs-Élysées et le centre de la capitale sont désormais dédiés aux piétons et aux circulations douces chaque premier dimanche du mois.

### • DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT INNOVANTS

Paris s'est dotée d'un Fonds d'investissement territorial pour la transition écologique, « [Paris Fonds Vert](#) ». Avec

### LA TRAJECTOIRE CARBONE DE PARIS

Les émissions de gaz à effet de serre de Paris (25,6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> en 2014) se décomposent en deux grands ensembles :



une cible d'investissement de 200 millions d'€, et une première levée de fonds de 100 millions d'€, les premiers investissements dans des PME innovantes dans le bâtiment, la mobilité, l'énergie, la qualité de l'air ou l'économie circulaire pourront être réalisés avant fin 2018. Pour accélérer la transition, Paris étudie la mise en place d'un mécanisme de compensation carbone qui permettra de financer des projets de réduction et de séquestration pour les émissions incompressibles.

### • RÉSILIENCE ET INCLUSION SOCIALE & ALIMENTATION DURABLE

Pour diminuer l'impact des îlots de chaleur urbains et des canicules, un **programme de végétalisation de Paris a permis en dix ans d'augmenter de 70 ha les jardins ouverts au public**. La stratégie d'adaptation, a été intégrée en septembre 2017 à une vision plus exhaustive en adoptant la première stratégie de résilience de Paris pour l'adapter aux changements climatiques, renforcer les solidarités et faciliter l'inclusion. Enfin, **en mai 2018, la première stratégie alimentaire du territoire a été adoptée au Conseil de Paris** pour réduire l'emprunte carbone du secteur de l'alimentation (18% actuellement). Via son Plan alimentation durable Paris est devenue, par ses achats en restauration collective, le 1<sup>er</sup> acheteur public de bio en France.